

C'est ainsi que se créent des emplois dans le secteur privé—par de simples Canadiens qui travaillent d'arrache-pied mais dont l'entreprise reste fragile. Nous avons vu les graves répercussions qu'a eues l'année dernière la politique du gouvernement sur les ambitions et l'existence de ces personnes.

Des déficits budgétaires atteignant 24 milliards de dollars peuvent détruire les emplois et miner la sécurité du pays aujourd'hui. Le déficit budgétaire qu'on nous a révélé aujourd'hui pousse le gouvernement à la panique et l'amène à pressurer les citoyens par tous les moyens possibles. On supprime les stimulants fiscaux, les petites entreprises sont accusées à la faillite, les emplois disparaissent, on réduit le financement des établissements hospitaliers et d'enseignement postsecondaire au détriment de la qualité des soins et de l'enseignement, les pensions diminuent et l'universalité d'application des programmes sociaux s'en trouve menacée.

Lorsque les personnes âgées et les chômeurs ont besoin des prestations de sécurité du revenu que peuvent leur fournir les gouvernements, à un moment où les Canadiens ont le plus besoin d'aide, le gouvernement n'est pas en mesure de leur fournir parce qu'il est sans le sou. Il ne peut pas réunir d'autres fonds.

Pendant des années le gouvernement libéral a fermé les yeux sur le problème du déficit ou ne l'a jamais compris. Je me rappelle encore qu'en 1979, le premier ministre et le critique du Parti libéral en matière de finances ont demandé, de concert avec le NPD, pourquoi le gouvernement conservateur s'inquiétait tellement du déficit. Ils ont demandé ce qu'il y avait de mal à avoir un déficit budgétaire.

Nous le savons maintenant, monsieur l'Orateur. Pendant quinze ans, les gouvernements libéraux n'ont pas cessé d'asséner des coups de boutoir au secteur privé, le secteur productif de notre économie. Quoi d'étonnant que nous nous retrouvions en quarantième position dans l'étude dont je viens de parler sur les euro-dollars. Les résultats nous les voyons à notre position économique actuelle.

J'ai dit tout à l'heure que les Canadiens voulaient prospérité et sécurité. Or quand la prospérité est compromise, la sécurité est menacée. Les aînés ne peuvent se sentir en sécurité que si les travailleurs productifs sont soutenus dans leurs efforts pour améliorer leur sort. Ce principe n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui. Depuis 1976, notre population âgée de 60 ans et plus compte 800,000 personnes de plus. Le nombre des Canadiens de moins de 20 ans a diminué d'à peu près 700,000. Ce qui manque aux déclarations du premier ministre de la semaine dernière et à celle du ministre aujourd'hui, c'est une stratégie sur la façon d'inciter les Canadiens à créer des emplois, de leur lancer ce défi en quelque sorte, de favoriser la branche productive de notre économie—ces gens-là qui assurent la sécurité des personnes âgées.

Nous devons entreprendre dès maintenant de modifier l'orientation de la politique du gouvernement, de raffermir notre économie, afin d'échapper aux pressions internationales que nous avons subies ces dernières années, de renforcer le secteur privé et de favoriser les investissements générateurs d'emplois.

Nous devons créer un climat de nature à stimuler la croissance, afin d'aider les Canadiens à envisager l'avenir avec confiance et optimisme. Voilà les mesures que nous préconi-

sons depuis quelques mois et que je voudrais résumer maintenant.

Un gouvernement progressiste conservateur réduirait le déficit ainsi que l'étendue de l'administration publique. Il veillerait à réorienter et à restreindre les dépenses du gouvernement.

Une voix: De quelle façon?

M. Wilson: Le député demande de quelle façon. J'ai précisé il y a à peine deux minutes que les frais d'administration du publique ont augmenté de 17 p. 100. Même le NPD devrait pouvoir comprendre qu'il est possible d'économiser un peu.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Nous simplifierions la loi de l'impôt sur le revenu et encouragerions les investissements de risque. Nous créerions un climat favorable aux investissements en réformant l'Agence d'examen de l'investissement étranger et en récompensant la création d'emplois et la croissance économique. Nous modifierions le Programme énergétique national afin de réduire la paperasse gouvernementale et d'éliminer la confiscation par l'État.

Nous réduirions le fardeau des règlements inutiles. Nous aiderions les Canadiens à être à la fine pointe de la technologie grâce à une politique dynamique de recherche et de développement. Nous aiderions les Canadiens, surtout ceux qui sont aujourd'hui sans emploi, à suivre des cours de formation afin d'être en mesure de tirer profit de cette nouvelle technologie qui, au lieu de mettre leurs emplois en péril, doit ouvrir de nouveaux et meilleurs débouchés pour les travailleurs. Nous encouragerions le milieu de la petite entreprise à lancer de nouvelles entreprises.

Il y a des gens qui prétendent que le Canada a besoin d'une foule de projets grandioses. Ce qu'il nous faut plutôt, ce sont de mini-projets, des petites entreprises qui commencent et qui créent des emplois, comme l'affaire lancée par les deux hommes dont j'ai parlé tout à l'heure. Nous devons continuer à réduire les taux d'intérêt grâce à une politique monétaire sensée et un contrôle sévère des prix réglementés par le gouvernement qui, comme je l'ai dit il y a quelques instants, sont la cause essentielle de l'inflation. Enfin, nous devons exploiter le potentiel commercial du Canada, notamment dans les pays riverains du Pacifique.

● (1710)

Il n'y a rien de magique dans ce programme, aucun expédient et aucun programme important de dépenses gouvernementales. Nous savons où nous voulons aller et comment nous y rendre. Le jeu combiné de ces programmes déterminera un cadre précis à notre réussite, un net changement d'orientation par rapport aux quinze dernières années. Ce sera pour les hommes d'affaires, comme les deux petits commerçants dont je viens de parler, une garantie qu'ils peuvent bâtir, croître et prospérer dans notre pays.

Les gouvernements ne peuvent pas syntoniser leur économie. Nous l'avons appris à nos dépens à maintes reprises, lorsque le gouvernement libéral a donné à la bureaucratie plus de pouvoirs en matière de décisions, ce qui s'est soldé par un échec. Les gouvernements peuvent créer le milieu. Nous avons vu comment une mauvaise gestion, des déficits galopants, les lois fiscales et un manque de compréhension de l'importance de l'investissement peuvent saper une économie.